

INSTITUTION SAINTE JEANNE D'ARC

Château Brignoles

Avenue Déo

83170 BRIGNOLES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/08/2021

RAPPORT AVEC CERTIFICATION SANS RÉSERVE

A l'Assemblée Générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 28 janvier 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Institution SAINTE JEANNE D'ARC relatifs à l'exercice clos le 31 août 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 01/09/2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « changement de méthode » de l'annexe des comptes annuels relatifs :

- aux impacts de l'application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 sur la présentation des comptes annuels ;

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans des conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Toulon, le 06 janvier 2022

Le Commissaire aux Comptes

JH & ASSOCIES

Edouard LOMPRES



BILAN ACTIF AU 31/08/2021

ACTIF	Nomenclature 2020 & PCG			Nomenclature 2016	Nomenclature 2016
	Exercice N			N-1 retraité	N-1 approuvé
	(selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement	-	-	-	-	-
Frais de recherche et de développement	-	-	-		
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-		
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	44 768,77	40 057,18	4 711,59	3 177,71	3 177,71
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-		
Avances et acomptes	-		-	-	-
Immobilisations corporelles					
Terrains	435 340,62	187 619,92	247 720,70	265 384,19	265 384,19
Constructions	10 886 890,47	5 671 582,80	5 215 307,67	5 556 976,73	
Constructions sur sol propre					2 054 290,66
Constructions sur sol d'autrui					3 502 686,07
Installations techniques, matériel et outillage industriels	332 011,00	312 029,53	19 981,47	29 469,65	29 469,65
Autres immobilisations corporelles	1 931 781,29	1 681 242,20	250 539,09	267 076,65	267 076,65
Immobilisations corporelles en cours	220 804,97	-	220 804,97	61 489,34	61 489,34
Avances et acomptes	-		-	-	-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-		
Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)					-
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées	5 000,00	-	5 000,00	-	
Participations					-
Créances rattachées à des participations					-
Autres titres immobilisés	155 001,00	-	155 001,00	-	-
Prêts	63 073,23	-	63 073,23	64 796,06	64 796,06
Autres	-	-	-	-	-
Total I	14 074 671,35	7 892 531,63	6 182 139,72	6 248 370,33	6 248 370,33
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours	7 428,61	-	7 428,61	9 155,68	9 155,68
Avances et acomptes versés sur commandes	6 793,92		6 793,92	14 321,33	14 321,33
Créances					
Créances clients, usagers et comptes rattachés	49 163,04	46 048,02	3 115,02	2 090,69	2 090,69
Créances reçues par legs ou donations	-		-		
Personnel et organismes sociaux					6 913,76
Etat et autres collectivités publiques					113 858,00
Autres	162 544,05	-	162 544,05	167 258,87	46 487,11
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-
Instruments de trésorerie	-		-		
Disponibilités	1 654 084,17		1 654 084,17	1 572 147,67	1 572 147,67
Charges constatées d'avance	21 740,45		21 740,45	22 022,99	22 022,99
Total II	1 901 754,24	46 048,02	1 855 706,22	1 786 997,23	1 786 997,23
Frais d'émission des emprunts (III)	16 025,43		16 025,43	17 669,07	17 669,07
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-		-		
Ecart de conversion actif (V)	-		-		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	15 992 451,02	7 938 579,65	8 053 871,37	8 053 036,63	8 053 036,63

BILAN PASSIF AU 31/08/2021

PASSIF	Nomenclature 2020 & PCG Exercice N (selon ANC 2018-06)	Nomenclature 2016 N-1 retraité	Nomenclature 2016 N-1 approuvé
		Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
FONDS PROPRES			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
<i>Fonds propres statutaires</i>	4 324 962,05	4 023 808,81	-
<i>Fonds propres complémentaires</i>	-	-	
Valeur du patrimoine intégré			-
Apports sans droit de reprise			4 023 808,81
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés			-
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables			-
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise			-
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
<i>Fonds propres statutaires</i>	-		
<i>Fonds propres complémentaires</i>	-	-	
Ecarts de réévaluation	-	-	
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-	-
Réserves pour projet de l'entité	-	-	
Réserves pour investissements			-
Réserves de trésorerie			-
Autres	-	-	-
Report à nouveau	-	-	-
Excédent ou déficit de l'exercice	267 869,51	301 153,24	301 153,24
Situation nette (sous-total)	4 592 831,56	4 324 962,05	4 324 962,05
Fonds associatifs avec droit de reprise			
Apports avec droit de reprise			-
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés			-
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables			-
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise			-
<i>Fonds propres consommables</i>	-		
Subventions d'investissement	619 739,30	704 314,16	
Subventions d'équipement			-
Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement			687 435,94
Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires			16 878,22
Autres subventions d'investissement			-
Provisions réglementées	-		
Droits des propriétaires (prêt à usage)			-
Total I	5 212 570,86	5 029 276,21	5 029 276,21
FONDS REPORTES ET DEDIES			
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>	-		
<i>Fonds dédiés</i>	-	-	
Total II	-	-	-
PROVISIONS			
Provisions pour risques	-	-	-
Provisions pour charges	-	-	
Provisions pour pensions et obligations similaires			-
Provisions pour gros entretien			-
Autres provisions pour charges			-
Total III	-	-	-
FONDS DEDIES			-
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 482 840,76	2 661 749,39	2 679 829,39
Emprunts et dettes financières diverses	18 080,00	18 080,00	
Avances et acomptes reçus	84 570,00	83 805,22	83 805,22
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	55 582,67	64 540,82	64 540,82
Dettes des legs ou donations	-		
Dettes fiscales et sociales	133 142,91	149 172,99	149 172,99
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-
Autres dettes	48 386,73	41 894,68	41 894,68
Instruments de trésorerie	-		
Produits constatés d'avance	18 697,44	4 517,32	4 517,32
Total IV	2 841 300,51	3 023 760,42	3 023 760,42
Ecarts de conversion passif (V)	-		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	8 053 871,37	8 053 036,63	8 053 036,63

COMPTE DE RESULTAT	Nomenclature 2020 & PCG	Nomenclature 2016	Nomenclature 2016
		N-1 retraité	N-1 approuvé
COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	-	-	
Ventes de biens et services			
Ventes de biens	42 886,07	42 889,50	
dont ventes de dons en nature	-		
Ventes de produits et marchandises, travaux, études			42 889,50
Ventes de prestations de service	1 952 367,83	1 768 097,21	
dont parrainages	-		
Participation des familles			1 604 382,34
Produits des activités annexes			147 574,87
Production stockée	-	-	-
Production immobilisée	8 327,60	4 563,99	4 563,99
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	1 460 509,21	1 434 782,07	
Participations de l'Etat et des collectivités publiques			1 368 943,55
Subventions d'exploitation			65 838,52
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptible	-		
Ressources liées à la générosité du public	-	-	
Dons manuels	-	-	
Mécénats	-		
Legs, donations et assurances-vie	-		
Contributions financières	-	-	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	38 673,79	39 353,74	39 353,74
Utilisations des fonds dédiés	-	-	
Autres produits	14 217,81	15 698,87	127 279,05
Total I	3 516 982,31	3 305 385,38	3 400 825,56
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises	43 501,18	39 982,51	39 982,51
Variation de stock	1 727,07	1 165,76	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements			651 533,27
Variation de stocks			1 165,76
Autres achats et charges externes	1 053 195,25	935 769,69	284 236,42
Aides financières	1 388,88	40,00	
Impôts, taxes et versements assimilés	97 572,73	102 727,70	102 727,70
Salaires et traitements	1 103 675,79	1 039 641,38	1 039 641,38
Charges sociales	388 193,65	357 299,26	362 424,26
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	566 526,84	542 552,17	
Dotations aux amortissements des immobilisations			542 552,17
Dotations aux dépréciations des immobilisations			-
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant			-
Dotations aux provisions	46 048,02	38 673,79	38 673,79
Reports en fonds dédiés	-	-	
Autres charges	360,81	3 765,96	3 805,96
Total II	3 302 190,22	3 061 618,22	3 066 743,22
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	214 792,09	243 767,16	334 082,34
Remboursement des frais sur opérations faites en commun			-
Quote-part des frais sur opérations faites en commun			-
PRODUITS FINANCIERS			
De valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			-
De participations	-	-	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-	
Autres intérêts et produits assimilés	165,56	2 294,07	2 294,07
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-	-
Différences positives de change	-	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-
Total III	165,56	2 294,07	2 294,07
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-	-
Intérêts et charges assimilées	34 067,51	37 184,99	37 184,99
Différences négatives de change	-	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-
Total IV	34 067,51	37 184,99	37 184,99
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 33 901,95	- 34 890,92	- 34 890,92
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	180 890,14	208 876,24	299 191,42
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	14 372,76	25 611,74	25 611,74
Sur opérations en capital	87 796,46	90 615,18	300,00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-	-

COMPTE DE RESULTAT	Nomenclature 2020 & PCG	Nomenclature 2016	Nomenclature 2016
		N-1 retraité	N-1 approuvé
Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)
Total V	102 169,22	116 226,92	25 911,74
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	15 056,27	23 554,68	23 554,68
Sur opérations en capital	-	-	-
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-	-
Total VI	15 056,27	23 554,68	23 554,68
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	87 112,95	92 672,24	2 357,06
Participation des salariés aux résultats (VII)	-		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	133,58	395,24	395,24
Total des produits (I + III + V)	3 619 317,09	3 423 906,37	3 429 031,37
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 351 447,58	3 122 753,13	3 127 878,13
SOLDE INTERMEDIAIRE			
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			-
- Engagements à réaliser sur ressources affectées			-
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	267 869,51	301 153,24	301 153,24
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature	-	-	-
Prestations en nature	-	-	-
Bénévolat	-	-	-
TOTAL	-	-	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature	-	-	-
Mises à disposition gratuite de biens	-	-	
Prestations en nature	-	-	
Mises à disposition gratuite de biens et services			-
Personnel bénévole	-	-	-
TOTAL	-	-	-

I. INFORMATIONS GENERALES

1) Identification de l'Ogec, objet social, activités, moyens mis en œuvre :

OGEC Sainte Jeanne d'Arc
Château Brignoles
Avenue Dréo
83170 BRIGNOLES

L'OGEC Sainte Jeanne d'Arc assure la gestion de

- L'école maternelle et élémentaire :
Chemin de San Sumian - 83170 BRIGNOLES
- Le collège :
Château Brignoles - Avenue Dréo – 83170 BRIGNOLES
Avenue Maréchal FOCH – 83470 SAINT MAXIMIN
- Le Lycée Polyvalent :
Avenue Dréo – 83170 BRIGNOLES

L'Ogec Sainte Jeanne d'Arc a été créée en le 18/04/1943. (J.O du 18/11/1943)

Elle a pour objet, dans le respect du droit français d'un part, des textes fondamentaux de l'Enseignement Catholique et des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissement d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Elle pourra se livrer à toute activité se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes.

A cette fin elle pourra réaliser toutes les activités parascolaires telles que l'accueil, le transport, l'hébergement, la restauration, la mise à disposition de locaux et d'une manière générale se livrer à toute activité de quelque nature que ce soit, en lien avec son objet principal.

Elle pourra passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

Elle pourra acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir jouissance.

Les activités pédagogiques concernent pour l'année 2020-2021 :

- L'enseignement primaire :
 - Ecole maternelle : 3 classes pour 90 élèves
 - Ecole élémentaire : 11 classes pour 286 élèves et un dispositif de regroupement d'adaptation
- L'enseignement secondaire :
 - Collège :
 - Brignoles : 16 classes pour 514 élèves
 - St Maximin : 8 classes pour 257 élèves
 - Lycée polyvalent :
 - Lycée Général : 10 classes pour 291 élèves
 - Lycée Professionnel : 8 classes pour 118 élèves

Les activités annexes proposées aux élèves sont la restauration scolaire, l'étude du soir pour les sections élémentaires à partir du CE1 et pour les sections secondaires, et la garderie pour les maternelles et les C.P.

Les moyens mis en œuvre pour ces activités sont les suivants :

- Enseignants : 79 au second degré
18 au premier degré
- Salariés de droit privés : 70 salariés qui représentent 49,29 ETP en moyenne sur l'exercice 2020-2021.
- Locaux scolaires :
 - Notre site principal, qui est aussi le siège de l'OGEC, se trouve à Brignoles, sur un terrain d'environ 2 hectares. La surface totale des locaux est de 5 272 m² environ, et l'OGEC en est propriétaire.
 - L'école élémentaire, qui se trouve à Brignoles également, est d'une surface de 1 580 m² environ. Le propriétaire de cette école est l'association Côte d'Azur.
 - Le collège à Saint Maximin occupe une surface de 1 239 m² environ sur sa partie ancienne et a fait l'objet d'une extension.

2) Faits marquants de l'exercice :

- Le début du chantier de construction du nouveau bâtiment sur le site de l'avenue Dréo, qui conduira ensuite à l'aménagement de la cuisine et des services administratifs

3) Evénements postérieurs à la clôture :

- Néant

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1) Durée et dates de l'exercice comptable :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2020 au 31 août 2021.

2) Référentiel comptable :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2021 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

3) Dérogations aux principes et méthodes comptables :

- Néant

4) Changements comptables :

L'exercice ouvert le 1^{er} septembre 2020 et clos le 31 août 2021 est caractérisé par la **première application** du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui succède au règlement CRC n°1999-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

La première application du règlement ANC n° 2018-06 constitue un **changement de méthode comptable**. Pour chacun des postes du bilan et du compte de résultat concernés, l'impact du changement de réglementation déterminé à l'ouverture de l'exercice 2020/2021 est donné dans les notes de l'annexe y afférentes.

Afin de faciliter la lecture comparative des comptes de l'exercice 2020/2021 par rapport à l'exercice précédent, la **présentation** suivante du bilan et du compte de résultat a été retenue :

Un jeu de comptes comprenant trois colonnes a été édité, soit une colonne pour les données de l'exercice 2020/2021 et **deux colonnes** pour les données de l'exercice **2019/2020** :

- Une colonne correspond aux **données 2019/2020** du bilan et du compte de résultat telles qu'elles ont été présentées et **approuvées** par l'assemblée générale ;
- Une colonne correspond aux **données 2019/2020** du bilan et du compte de résultat **retraitées** : les comptes au 31 août 2020 ont été reclassés et retraités en appliquant la nouvelle présentation et les nouvelles méthodes comptables du secteur non-lucratif issues du règlement ANC n° 2018-06.

III. NOTES SUR LE BILAN :

1) Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (**TABLEAU I**).

Précisions :

Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Équipement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (**TABLEAU II**).

2) Dépréciations d'éléments d'actif :

Néant

3) Échéance des créances et des dettes :

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (**TABLEAU IV**).

4) Évaluation des valeurs mobilières de placement :

Sans objet

5) Fonds propres :

La première application du règlement ANC n° 2018-06 a conduit à enregistrer des changements de méthode comptable, ayant un impact sur le poste « Report à nouveau ».

Des précisions sur l'application rétrospective de cette nouvelle réglementation sont données dans les notes de l'annexe relatives aux postes concernés.

La première application du règlement ANC n° 2018-06 a également généré des évolutions en termes de classement au sein des rubriques constituant le poste « Fonds propres » du bilan. Il s'agit de mouvements de poste à poste, sans impact sur le « Report à nouveau ».

Un tableau de variation des fonds propres est joint (**TABLEAU VI**).

6) Subventions d'investissement :

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (**TABLEAUX VII et VII-2**). Ils comprennent :

- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.

7) Provisions :

Un tableau des mouvements des provisions est joint (**TABLEAU VIII**).

En ce qui concerne les indemnités de fin de carrière, l'Ogec a décidé de ne pas provisionner. Les éléments concernant cette provision se trouve donc en annexe. En voici le résumé :

Cette étude prend en compte différents paramètres propres à chacun de vos salariés :

- l'âge,
- la catégorie socioprofessionnelle,
- l'âge de départ en retraite,
- l'ancienneté au moment du départ à la retraite,
- le salaire brut annuel.

Elle intègre également d'autres données indispensables spécifiques à votre entreprise :

- la convention collective dont relève votre activité,
- les hypothèses de progression de salaires,
- le taux de rotation prévisionnel de vos salariés.

Synthèse des engagements de l'Ogec Sainte Jeanne d'Arc

Indemnités de fin de carrière à verser (IFC+Ch Soc.) : 168 737 €

Valeur probable des indemnités à verser : 138 429 €

Valeur actuelle probable des indemnités à verser : 123 301 €

Dette actuarielle : 53 753 €

8) Fonds dédiés :

Sans objet pour cet exercice.

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint (**TABLEAU IX**).

9) Passifs éventuels :

- Néant

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations :

- Les cotisations de l'A.P.E.L. et de l'UDAPEL collectées puis reversées sont comptabilisées dans un compte de tiers, sans impact sur le résultat.

2) Information sur les concours publics et les subventions :

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

La mise en œuvre de cette nouvelle notion a entraîné la reclassification en « concours publics » d'une partie des produits antérieurement classés dans d'autres rubriques, notamment les forfaits d'externat. Le tableau ci-dessous présente les principaux reclassements de produits en « concours publics » :

Nature de produits	Classement comptable 2020/2021	Classement comptable 2019/2020
Forfaits d'externat	Concours publics	Ventes de prestations de services
Financement des formations par apprentissage	Concours publics (OPCO)	Subventions (régions)
Taxe d'apprentissage	Concours publics (solde 13%)	Subventions (quota & hors quota)
Aides à l'emploi	Concours publics	Autres produits

3) Ventilation du chiffre d'affaires :

Sans objet.

4) Effectif employé pendant l'exercice :

Mention de l'effectif moyen employé pendant l'exercice par catégorie tel que défini à l'article D 123-200 du code de commerce.

- Effectif moyen des cadres : 7,65 ETP sur l'exercice 2020-2021
- Effectif moyen des non cadres : 41,64 ETP sur l'exercice 2020-2021

5) Rémunération des dirigeants :

Aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 (loi relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif), les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte financier (c'est-à-dire l'annexe selon la réponse ministérielle du 28 février 2008) les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Au titre de l'exercice 2020-2021, l'Ogec a versé à ses dirigeants les rémunérations brutes suivantes :

- Total des rémunérations brutes annuelles hors avantages en nature (a) : 120 027,52 €
- Total des avantages en nature bruts (b) : 0
- Total des rémunérations (a+b) : 120 017,52 €

6) Honoraires des commissaires aux comptes :

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice, est de 8 400,00 €

7) Rattachement des charges et des produits à l'exercice :

Non significatif

8) Charges et produits exceptionnels :

Non significatif

V. AUTRES INFORMATIONS

1) Informations sur les transactions avec les contreparties :

Prise de participation dans la librairie coopérative Le Bateau Blanc pour la somme de 5000 € qui représentent 250 parts sociales de ce commerce.

2) Engagements financiers donnés et reçus :

Lors de l'exercice 2020-2021, l'Ogec a procédé au nantissement de 155 001,00 € auprès du Crédit Coopératif en vue de l'obtention d'un prêt de 3 229 000 € pour le chantier de construction sur le site de l'avenue Dréo.

3) Engagements pris en matière de crédit-bail :

Voir **TABLEAU X**

4) Contributions volontaires en nature :

- L'Ogec bénéficie de la contribution de bénévoles, ponctuellement, pour la catéchèse. Sa valorisation est non significative, et ne fait donc pas l'objet d'une mention dans cette annexe.
- L'Ogec est bénéficiaire d'un commodat pour son site de San Sumian, depuis le 1 septembre 2007.
- L'Ogec est bénéficiaire d'un commodat pour son site de Saint Maximin.

Compte tenu des engagements financiers de l'Ogec pour les travaux de construction et rénovation sur ces deux sites (construction de l'école primaire et du réfectoire à San Sumian, réhabilitation et extension du monastère existant à Saint Maximin), il a été décidé de ne pas valoriser d'équivalent loyer pour cette contribution volontaire en nature, le montant des amortissements et coûts de financement liés à ces travaux étant inscrits dans les comptes et suffisamment importants.

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice avant règlement ANC 2018-	Impact du règlement ANC 2018-06	Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice avec règlement ANC 2018-06	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par réévaluation)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice	Valeur d'origine des immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement								-	-
	Frais de recherche et de développement								-	-
	Donations temporaires d'usufruit								-	-
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	35 462,77	-	35 462,77	9 306,00	-	-	-	44 768,77	-
	Autres immobilisations incorporelles								-	-
	Immobilisations incorporelles en cours								-	-
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles								-	-
	TOTAL I	35 462,77	-	35 462,77	9 306,00	-	-	-	44 768,77	-
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)		435 340,62	-	435 340,62	-	-	-	435 340,62	-
	Constructions	Sur sol propre	5 393 460,85	-	5 393 460,85	47 432,96	-	-	5 440 893,81	-
		Sur sol d'autrui	5 406 111,46	-	5 406 111,46	39 885,20	-	-	5 445 996,66	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		332 011,00	-	332 011,00	-	-	-	332 011,00	-
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	-	-	-	-	-	-	-	-
		Matériel de transport	61 236,73	-	61 236,73	1 784,36	-	-	63 021,09	-
		Matériel de bureau et informatique	236 250,54	-	236 250,54	22 946,12			259 196,66	-
		Mobilier	1 548 215,75	-	1 548 215,75	61 347,79			1 609 563,54	-
		Cheptel et immobilisations corporelles diverses	-	-	-				-	-
	Immobilisations corporelles en cours		62 212,84	-	62 212,84	158 592,13			220 804,97	-
	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		-	-	-	-	-	-	-	-
	Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés				-	-	-	-	-	-
	Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)		-	-	-					
	TOTAL II		13 474 839,79	-	13 474 839,79	331 988,56	-	-	13 806 828,35	-
FINANCIERES	Participations et créances rattachées		-	-	-	5 000,00	-	-	5 000,00	-
	Autres titres immobilisés		-	-	-	155 001,00	-	-	155 001,00	-
	Prêts et autres immobilisations financières		64 796,06	-	-	-	1 722,83	-	63 073,23	-
	TOTAL III		64 796,06	-	-	160 001,00	-	1 722,83	223 074,23	-
TOTAL GENERAL (I + II + III)		13 575 098,62	-	13 510 302,56	501 295,56	-	1 722,83	-	14 074 671,35	-

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice	Amortissements supplémentaires sur immobilisations réévaluées	
INCORPORELLES	Frais d'établissement		-	-	-		-	
	Frais de recherche et de développement		-	-	-		-	
	Donations temporaires d'usufruit		-	-	-		-	
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		32 285,06	7 772,12	-	-	40 057,18	-
	Autres immobilisations incorporelles				-	-	-	-
	TOTAL I		32 285,06	7 772,12	-	-	40 057,18	-
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains		169 956,43	17 663,49	-	-	187 619,92	-
	Constructions	Sur sol propre	3 339 170,19	167 488,47	-	-	3 506 658,66	-
		Sur sol d'autrui	1 903 425,39	261 498,75	-	-	2 164 924,14	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		302 541,35	9 488,18	-	-	312 029,53	-
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	-	-	-	-	-	-
		Matériel de transport	48 176,41	6 163,99	-	-	54 340,40	-
		Matériel de bureau et informatique	195 206,55	14 611,77	-	-	209 818,32	-
		Mobilier	1 335 243,41	81 840,07	-	-	1 417 083,48	-
		Cheptel et immobilisations corporelles diverses			-	-	-	-
TOTAL II		7 293 719,73	558 754,72	-	-	7 852 474,45	-	
TOTAL GENERAL (I + II)		7 326 004,79	566 526,84	-	-	7 892 531,63	-	

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)

OBJET DES DEPRECIATIONS			Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :	• Incorporelles	-	-	-	-
		• Corporelles	-	-	-	-
		• Financières	-	-	-	-
	Stocks et en-cours		-	-	-	-
	Créances clients et usagers (familles, élèves)		38 673,79	46 048,02	38 673,79	46 048,02
	Autres créances					-
	Valeurs mobilières de placement					-
	TOTAL		38 673,79	46 048,02	38 673,79	46 048,02
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation			46 048,02	38 673,79	
	financières			-	-	
	exceptionnelles			-	-	

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SÛRETÉS RÉELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	63 073,23	2 307,93	60 765,30
Autres créances			
Sous-total créances de l'actif immobilisé	63 073,23	2 307,93	60 765,30
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	49 163,04	49 163,04	-
Créances reçues par legs et donations	-	-	-
Créances sociales et fiscales	122 382,98	122 382,98	-
Autres créances	40 161,07	40 161,07	-
Sous-total créances de l'actif circulant	211 707,09	211 707,09	-
TOTAL CREANCES	274 780,32	214 015,02	60 765,30

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 035 561	275 722	929 431	830 408	155 001
Emprunts et dettes financières divers	21 124	21 124	-	-	-
Sous-total dettes financières	2 056 685	296 846	929 431	830 408	155 001
Dettes fournisseurs	55 235	55 235	-	-	-
Dettes des legs et donations	-	-	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	132 063	132 063	-	-	-
Dettes sur immobilisations	-	-	-	-	-
Autres dettes	132 957	132 957	-	-	-
Sous-total autres dettes	320 254	320 254	-	-	-
TOTAL DETTES	2 376 939	617 100	929 431	830 408	155 001

TABLEAU DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (TABLEAU V)

(en €)	à la clôture (31/08/N)						à la clôture précédente (31/08/N-1)					
Type de titre	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	4 023 808,81	301 153,24	-	-	4 324 962,05
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice					
Situation nette (sous-total)	4 023 808,81	301 153,24	-	-	4 324 962,05
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	704 314,16		20 094,82	104 669,68	619 739,30
Provisions réglementées					
TOTAL DES FONDS PROPRES	4 728 122,97	301 153,24	20 094,82	104 669,68	4 944 701,35

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice			Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
	Montant avant règlement	Impact du règlement	Montant avec règlement				
<i>Fonds associatifs sans droit de reprise</i>			-				
<i>Valeur du patrimoine intégré</i>			-				
<i>Fonds statutaires</i>			-				
<i>Apports sans droit de reprise</i>	4 023 809	- 4 023 809	-				
<i>Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés</i>			-				
<i>Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables</i>			-				
Fonds propres sans droit de reprise							
Fonds propres statutaires		4 023 809		301 153	-	-	4 324 962
Fonds propres complémentaires							
<i>Fonds associatifs avec droit de reprise</i>			-				
<i>Apports avec droit de reprise</i>			-				
<i>Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés</i>			-				
<i>Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables</i>			-				
Fonds propres avec droit de reprise							-
Fonds propres statutaires							-
Fonds propres complémentaires							-
Ecart de réévaluation							-
<i>Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise</i>							-
<i>Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise</i>							-
Réserves							-
Réserves statutaires ou contractuelles							-
Réserves pour projet de l'entité							-
<i>dont Réserves pour investissements</i>							-
<i>dont Réserves de trésorerie</i>							-
Autres							-
Report à nouveau							-
Excédent ou déficit de l'exercice				267 870			267 870
Situation nette (sous-total)							
Fonds propres consommables							-
Subventions d'investissement	704 314				20 095	104 670	619 739
Subventions d'équipement	676 766				16 542	100 800	592 507
<i>dont</i> Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	10 671				3 553	3 869	10 354
Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement	-	-	-				
Autres subventions d'investissement	-	-	-				
Provisions réglementées	-	-	-		-	-	-
<i>Droits des propriétaires (prêt à usage)</i>							
TOTAL DES FONDS PROPRES	4 728 123	-	-	569 023	20 095	104 670	5 212 570,86

TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAUX VII)

TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant global	Augmentations	Diminutions	Montant global
Montant nominal :				
Subventions affectées à des biens renouvelables	1 783 549	20 095	125 254	1 678 390
TOTAL	1 783 549			1 678 390
Quotes-parts virées au résultat :				
Subventions affectées à des biens renouvelables	1 079 235	87 791	108 376	1 058 650
TOTAL	1 079 235			1 058 650

704 314

Subventions nettes

619 739

Subventions reçues avant travaux de clôture de l'exercice 2020 - 2021 :										
Financier	Code interne	Code financier	Compte subv.	Montant	Compte amort.	Montant	Solde	Amort. Exercice	Amort. Total	Nouveau Solde
Département	D1	DDEC 2000	131 801	60 979,61	139 811	44 231,03	16 748,58	1 219,60	45 450,63	15 528,98
S.G.E.C.	S1	SSEC 2010	131 802	39 300,00	139 812	33 041,65	6 258,35	2 620,00	35 661,65	3 638,35
A.P.E.L.	APEL	A.P.E.L. 2013	131 803	6 812,20	139 813	3 364,43	3 447,77	454,15	3 818,58	2 993,62
A.P.E.L.	APEL2	APEL 2015	131 804	3 275,20	139 814	3 275,20	-	-	3 275,20	-
A.P.E.L.	APEL3	APEL 2017	131 805	6 000,00	139 815	1 338,09	4 661,91	400,00	1 738,09	4 261,91
A.P.E.L.	APEL4	APEL 2018	131 806	2 544,00	139 816	1 218,33	1 325,67	508,80	1 727,13	816,87
A.P.E.L.	APEL5	APEL 2019	131 807	2 721,60	139 817	641,25	2 080,35	544,32	1 185,57	1 536,03
A.P.E.L.	APEL6	APEL 2019	131 808	1 109,68	139 818	158,09	951,59	221,94	380,03	729,65
CODIEC	CODIEC	Codiec 2020	131 809	3 082,27	139 819	614,77	2 467,50	616,47	1 231,24	1 851,03
Région	R08	00/10660	131 201	50 003,28	139 201	36 269,47	13 733,81	1 000,08	37 269,55	12 733,73
Région	R09	00/10661	131 202	13 872,86	139 202	10 062,59	3 810,27	277,47	10 340,06	3 532,80
Région	R11	Astier 01/8693	131 203	17 531,64	139 203	12 161,23	5 370,41	350,64	12 511,87	5 019,77
Région	R12	Astier 01/8694	131 204	17 684,09	139 204	12 267,01	5 417,08	353,70	12 620,71	5 063,38
Région	R15	Astier 2004/09832	131 205	6 192,00	139 205	3 687,26	2 504,74	412,80	4 100,06	2 091,94
Région	R19	Falloux 2006	131 206	7 937,00	139 206	5 479,83	2 457,17	396,85	5 876,68	2 060,32
Région	R23	Falloux-Astier 2007	131 207	12 000,00	139 209	10 400,02	1 599,98	800,01	11 200,03	799,97
Région	R25	Falloux-Astier 2008	131 211	11 000,00	139 211	8 516,77	2 483,23	733,35	9 250,12	1 749,88
Région	R26	Falloux-Astier 2009	131 212	11 000,00	139 212	7 875,86	3 124,14	733,35	8 609,21	2 390,79
Région	R28	Falloux 2010	131 214	29 000,00	139 214	9 026,64	19 973,36	580,00	9 606,64	19 393,36
Région	R29	Astier 2010	131 215	6 000,00	139 215	1 867,58	4 132,42	120,00	1 987,58	4 012,42
Région	R30	Falloux-Astier 2011	131 216	8 700,00	139 216	8 700,00	-	-	8 700,00	-
Région	R31	Falloux-Astier 2011	131 217	10 100,00	139 217	5 872,42	4 227,58	673,35	6 545,77	3 554,23
Région	R32	Falloux-Astier 2011	131 218	9 348,60	139 218	6 166,26	3 182,34	623,25	6 789,51	2 559,09
Région	R33	Falloux 2012	131 219	17 500,00	139 219	17 500,00	-	-	17 500,00	-
Région	R34	Astier 2012	131 220	3 728,00	139 220	3 728,00	-	-	3 728,00	-
Région	R35	Falloux 2013	131 221	32 821,00	139 221	13 894,21	18 926,79	2 188,08	16 082,29	16 738,71
Région	R36	2014-08787	131 222	5 972,86	139 222	5 972,86	-	-	5 972,86	-
Région	R37	2014-08782	131 223	4 770,00	139 223	1 981,31	2 788,69	318,00	2 299,31	2 470,69
Région	R38	2014-08780	131 224	3 965,00	139 224	1 586,02	2 378,98	264,34	1 850,36	2 114,64
Région	R39	2014-08781	131 225	3 600,00	139 225	1 500,32	2 099,68	240,00	1 740,32	1 859,68
Région	R40	2014-08788	131 226	10 000,00	139 226	10 000,00	-	-	10 000,00	-
Région	R41	2015-10065	131 227	20 000,00	139 227	6 411,71	13 588,29	1 333,35	7 745,06	12 254,94
Région	R42	2015-10074	131 228	12 700,00	139 228	4 071,41	8 628,59	846,67	4 918,08	7 781,92
Région	R43	2016-07935	131 229	5 350,00	139 229	1 413,00	3 937,00	356,67	1 769,67	3 580,33
Région	R44	2016-07936	131 230	20 000,00	139 230	5 282,24	14 717,76	1 333,35	6 615,59	13 384,41
Région	R45	Falloux 2016	131 232	8 000,00	139 232	4 155,62	3 844,38	1 600,00	5 755,62	2 244,38
Région	R46	2016-07813	131 233	5 780,00	139 233	1 156,05	4 623,95	385,35	1 541,40	4 238,60
Région	R47	2106-07812	131 234	5 780,00	139 234	3 049,94	2 730,06	1 156,00	4 205,94	1 574,06
Région	R48	2017-09180	131 235	12 000,00	139 235	4 208,22	7 791,78	2 400,00	6 608,22	5 391,78
Région	R49	2017-09179	131 236	7 200,00	139 236	2 524,93	4 675,07	1 440,00	3 964,93	3 235,07
Région	R50	2017-09177	131 237	10 000,00	139 237	3 506,87	6 493,13	2 000,01	5 506,88	4 493,12
Région	R51	2017-09181	131 238	3 293,00	139 238	315,78	2 977,22	219,54	535,32	2 757,68
Région	R52	2017-09178	131 239	11 126,00	139 239	1 066,90	10 059,10	741,75	1 808,65	9 317,35
Région	R53	2018-09409	131 240	6 000,00	139 240	1 200,00	4 800,00	1 200,00	2 400,00	3 600,00
Région	R54	2018-09410	131 241	9 251,14	139 241	2 238,88	7 012,26	3 083,73	5 322,61	3 928,53
Région	R55	2018-09411	131 242	3 200,00	139 242	640,02	2 559,98	640,02	1 280,04	1 919,96
Région	R56	2018-09414	131 243	4 600,00	139 243	920,02	3 679,98	920,02	1 840,04	2 759,96
Région	R57	2018-09415	131 244	2 889,51	139 244	697,92	2 191,59	697,90	1 395,82	1 493,69
Région	F16	Falloux 2004	131 231	19 530,00	139 231	8 895,68	10 634,32	390,60	9 286,28	10 243,72
Département	F09	Falloux 2000	131 300	38 752,54	139 300	28 108,83	10 643,71	775,06	28 883,89	9 868,65
Département	F10	Falloux 2001	131 301	45 734,71	139 301	31 724,90	14 009,81	914,70	32 639,60	13 095,11
Département	F18	Falloux 2003	131 302	58 333,61	139 302	26 570,27	31 763,34	1 166,68	27 736,95	30 596,66
Département	F21	Falloux 2006	131 303	47 900,00	139 303	33 704,63	14 195,37	2 395,00	36 099,63	11 800,37
Département	F22	Falloux 2007	131 304	46 700,00	139 304	46 700,00	-	-	46 700,00	-
Département	F23	Falloux 2008	131 305	39 524,00	139 305	37 646,83	1 877,17	1 877,17	39 524,00	-
Département	F24	Falloux 2009	131 306	57 802,00	139 306	41 651,20	16 150,80	3 853,47	45 504,67	12 297,33
Département	F25	Falloux 2010	131 307	66 000,00	139 307	20 543,40	45 456,60	1 320,00	21 863,40	44 136,60
Département	F26	Falloux 2011	131 308	41 089,00	139 308	23 066,73	18 022,27	2 739,27	25 806,00	15 283,00
Département	F27	Falloux 2012	131 309	54 250,00	139 309	25 019,45	29 230,55	3 616,68	28 636,13	25 613,87
Département	F28	Falloux 2013	131 310	33 105,00	139 310	15 267,65	17 837,35	2 207,01	17 474,66	15 630,34
Département	A02	Astier 2000	131 311	152 449,02	139 311	110 577,54	41 871,48	3 048,99	113 626,53	38 822,49
Département	A01	Astier 1999	131 312	121 959,21	139 312	88 462,02	33 497,19	2 439,19	90 901,21	31 058,00
Département	A04	Astier 2001	131 313	45 734,71	139 313	31 724,90	14 009,81	914,70	32 639,60	13 095,11
Département	A06	Astier 2003	131 314	19 230,00	139 314	8 759,03	10 470,97	384,60	9 143,63	10 086,37
Département	A08	Astier 2006	131 315	12 400,00	139 315	10 882,14	1 517,86	826,68	11 708,82	691,18
Département	A09	Astier 2007	131 316	12 500,00	139 316	12 500,00	-	-	12 500,00	-
Département	A10	Astier 2008	131 317	7 564,00	139 317	7 204,76	359,24	359,24	7 564,00	-
Département	A11	Astier 2009	131 318	79 235,72	139 318	68 532,32	10 703,40	5 282,40	73 814,72	5 421,00
Département	A12	Astier 2010	131 319	27 000,00	139 319	8 404,16	18 595,84	540,00	8 944,16	18 055,84
Département	A13	Astier 2011	131 320	18 000,00	139 320	12 275,43	5 724,57	1 200,00	13 475,43	4 524,57
Département	A14	Astier 2012	131 321	30 429,00	139 321	14 018,27	16 410,73	2 028,60	16 046,87	14 382,13
Département	A15	Astier 2015	131 322	3 730,00	139 322	1 195,79	2 534,21	248,67	1 444,46	2 285,54
Département	F29	Falloux 2014	131 323	27 620,00	139 323	8 753,91	18 866,09	1 841,34	10 595,25	17 024,75
Département	F30	Falloux 2015	131 324	23 180,00	139 324	7 431,13	15 748,87	1 545,34	8 976,47	14 203,53
Département	F31	Falloux 2016	131 325	9 471,00	139 325	1 894,23	7 576,77	631,41	2 525,64	6 945,36
Département	F32	Falloux 2017	131 326	30 800,00	139 326	2 205,24	28 594,76	2 053,35	4 258,59	26 541,41
Total subventions reçues au 31 Août 2019 :				1 735 744,06		1 058 978,45	676 765,61	81 605,06	1 140 583,51	595 160,55
						T.A. 2019-2020	10 670,56			
							687 436,17			

Subventions groupées :	Chantier Château Brignoles	Auditorium
	Chantier restauration	Chantier Classes J
	Clôtures	

Subventions d'investissement reçues sur l'exercice 2020-2021										
Financier	Code interne	Code financier	Compte subv.	Montant	Compte amort.	Montant	Solde	Amort. Exercice	Amort. Total	Nouveau Solde
Région	R58	2019-06530	131 245	8 000,00	139 245	-	8 000,00	1 398,15	1 398,15	6 601,85
Région	R59	2019-06531	131 246	2 600,00	139 246	-	2 600,00	520,02	520,02	2 079,98
Taxe appr.	TA	-	131 810	34 479,79	139 181	20 256,23	2 600,00	3 869,23	24 125,46	10 354,33
Carsat Sud-Est	Carsat	Etude cuisine	131 811	3 465,00	-	-	2 600,00	-	-	3 465,00
A.P.E.L.	APEL7	A.P.E.L. 2021	131 812	2 476,78	139 821	-	2 600,00	399,00	399,00	2 077,78
Total subventions reçues sur l'exercice :				51 021,57		20 256,23	18 400,00	6 186,40	26 442,63	24 578,94
Total subventions au 31 Août 2021 :				1 786 765,63		1 079 234,68	695 165,61	87 791,46	1 167 026,14	619 739,49

Augmentation des subventions sur l'exercice 20 094,78

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VIII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS	Risques	-	-	-	-	-
	Pensions et obligations similaires	-	-	-	-	-
	Gros entretien	-	-	-	-	-
	Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-
	TOTAL	-	-	-	-	-
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles					

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES FONDS DEDIES (TABLEAU IX)

FONDS DEDIES	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : reports	Diminutions : utilisations en cours d'exercice		Transferts	Fonds restant à utiliser à la clôture de l'exercice	
				Montant	dont remboursements		Montant	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation								
Projet ou catégorie de projet 1								
Projet ou catégorie de projet 2								
...								
Contributions financières d'autres organismes								
Projet ou catégorie de projet 3								
Projet ou catégorie de projet 4								
...								
Ressources liées à la générosité du public								
Projet ou catégorie de projet 5								
Projet ou catégorie de projet 6								
...								
TOTAL								

Suivi Crédit-bail photocopieurs :

*	Date échéance	Loyer Hors Taxes	Assurance	Taxes	Règlement à effectuer	Observations et VR finale
1	25/07/2017	2 717,73	160,19	121,41	2 839,14	
2	01/10/2017	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
3	01/01/2018	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
4	01/04/2018	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
5	01/07/2018	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
6	01/10/2018	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
7	01/01/2019	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
8	01/04/2019	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
9	01/07/2019	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
10	01/10/2019	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
11	01/01/2020	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
12	01/04/2020	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
13	01/07/2020	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
14	01/10/2020	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
15	01/01/2021	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
16	01/04/2021	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
17	01/07/2021	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
18	01/10/2021	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
19	01/01/2022	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
20	01/04/2022	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
21	01/07/2022	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	
22	01/10/2022	3 597,00	212,01	719,40	4 528,41	

Au 31/08/2021 :

Encours des loyers restant à facturer :	H.T.	T.T.C.
à un an au plus :	15 236,04	18 113,64
à plus d'un an et 5 ans au plus :	3 809,01	4 528,41
à plus de 5 ans :	-	-
	19 045,05	22 642,05

TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU XI)

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	2 000,00	4 125,00
Aides au développement des compétences	-	-
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles	13 325,22	12 150,22
Financement des formations par apprentissage	-	-
Forfaits d'externat	1 398 990,99	1 368 943,55
<i>dont forfait Etat</i>	616 309,59	596 883,93
<i>dont forfait Région</i>	247 247,94	237 822,15
<i>dont forfait Département</i>	423 069,46	417 994,47
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	112 364,00	116 243,00
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	-	-
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole	-	-
Autres concours publics	-	-
Sous-total concours publics	1 414 316,21	1 385 218,77
Subventions État	6 536,40	5960,27
Subventions Région	4 517,32	11090,64
Subventions Département	37 139,28	36637,39
Subventions Communes et groupements de communes	-	-
Autres subventions d'exploitation	-	-
<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus + ...)</i>	-	-
<i>dont autres subventions (à détailler)</i>	-	-
Report de subventions	-	-
Sous-total subventions d'exploitation	48 193,00	53 688,30
Total concours publics et subventions d'exploitation	1 462 509,21	1 438 907,07